

Art. 3. Artikel 1 van dit decreet treedt in werking op 28 augustus 1995.
 Artikel 2 van dit decreet treedt in werking op 1 september 1982, met uitzondering van het laatste lid dat op 1 september 1983 in werking treedt.
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Brussel, 14 maart 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
 Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
 M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
 E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
 Ph. MAHOUX

F. 95 — 1879

[Mac — 29302]

10 AVRIL 1995. — Décret constituant le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° *jeuné* : la personne âgée de maximum 20 ans confiée, par décision judiciaire au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse;
- 2° *Groupe des IPPJ* : le groupe des institutions publiques de Protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française, constitué en service à gestion séparée;
- 3° *institution* : l'institution publique de Protection de la jeunesse constituée en service à gestion séparée appartenant au Groupe précité;
- 4° *ministre compétent* : le ministre ayant la Protection de la jeunesse dans ses attributions;
- 5° *Gouvernement* : le Gouvernement de la Communauté française;
- 6° *services du Gouvernement* : le ministère de la Culture et des Affaires sociales de la Communauté française;
- 7° *décret* : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse.

CHAPITRE II. — Constitution. — Mission. — Gestion et organisation du Groupe des IPPJ

Section Ire. — Groupe des IPPJ

Art. 2. § 1er. Le groupe des institutions publiques de Protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française, est chargé de reprendre les missions dévolues au groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée de la Communauté française en application de l'article 37, 4°, de la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la jeunesse, et visé au titre II, chapitre II, section 2 du décret. Ce groupe est constitué en service à gestion séparée au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, sous la dénomination de « Groupe des IPPJ ».

§ 2. Ce service comprend les institutions suivantes :

- 1° l'institution publique de Promotion de la jeunesse de la Communauté française sise à Wauthier-Braine;
- 2° l'institution publique de Protection de la jeunesse de la Communauté française sise à Braine-le-Château;
- 3° l'institution publique de Protection de la jeunesse de la Communauté française sise à Saint-Servais;
- 4° l'institution publique de Protection de la jeunesse de la Communauté française sise à Fraipont;
- 5° l'institution publique de Protection de la jeunesse de la Communauté française sise à Jumet.

§ 3. Les institutions visées au § 2 sont des services à gestion séparée constitués au sein du Groupe des IPPJ.

§ 4. Les institutions visées au § 2 comprennent des services à régimes ouverts et/ou fermés.

Art. 3. § 1er. Le Groupe des IPPJ est un service public qui remplit une mission éducative adressée aux jeunes qui ont commis des faits qualifiés d'infraction et qui nécessitent un encadrement structuré, notamment en vue de favoriser leur réinsertion sociale.

§ 2. L'accès aux institutions du Groupe est réservé aux jeunes qui, poursuivis pour des faits qualifiés d'infraction font l'objet d'une mesure de placement prise en exécution de l'article 37, § 2, 4°, de l'article 49, de l'article 52 et de l'article 52quater.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — N°s 229, n° 1 : Projet de décret, n° 2 : Rapport, n°s 3 et 4 : Amendements.
Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 4 avril 1995. — Adoption : séance du 6 avril 1995.

§ 3. Le Groupe des IPPJ développe des actions pédagogiques différenciées tendant à répondre de manière optimale aux besoins des jeunes.

Ces actions sont principalement :

- 1° une action de type court d'une durée maximale de 45 jours;
- 2° une action à moyen terme.

§ 4. L'action de type court consiste en une mission d'accueil individualisé dont le Gouvernement fixe la durée maximale sur proposition du ministre compétent. Elle vise, par une prise en charge individualisée, à marquer un temps d'orientation et de réflexion mis à profit pour tenter de cerner les problèmes du jeune et de décider le type de prise en charge le plus opportun. Elle comprend notamment un travail social avec la famille d'origine et une collaboration avec l'ensemble des travailleurs sociaux qui interviennent auprès du jeune, ainsi qu'avec les conseillers et directeurs de l'Aide à la jeunesse visés par le décret.

§ 5. L'action à moyen terme consiste en une mission d'éducation à caractère individuel pour une durée ne pouvant qu'exceptionnellement dépasser un an. Elle s'adresse aux jeunes pour lesquels les modes de placement alternatifs ont échoué ou ne sont pas envisageables et a pour objectifs un travail en profondeur de resocialisation et de revalorisation personnelle.

Art. 4. § 1er. Les institutions à régime ouvert sont spécialisées dans leur action comme suit :

1° L'institution de Wauthier-Braine a pour vocation d'accueillir les garçons venant prioritairement des arrondissements judiciaires du ressort des Cours d'appel de Bruxelles et de Mons.

2° L'institution de Fraipont a pour vocation d'accueillir les garçons venant prioritairement des arrondissements judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Liège.

3° L'institution de Saint-Servais a pour vocation d'accueillir les filles venant de l'ensemble de la Communauté française.

4° L'institution de Jumet a pour vocation prioritaire d'accueillir les garçons venant de l'ensemble de la Communauté française pour lesquels l'organisation d'une scolarité en dehors de l'institution s'avère justifiée.

§ 2. Les institutions à régime fermé sont spécialisées dans leur action comme suit :

1° L'institution de Braine-le-Château a pour vocation d'accueillir les garçons venant prioritairement des arrondissements judiciaires du ressort des Cours d'appel de Bruxelles et de Mons.

2° L'institution de Fraipont a pour vocation d'accueillir les garçons venant prioritairement des arrondissements judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Liège.

3° L'institution de Saint-Servais a pour vocation d'accueillir les filles venant de l'ensemble de la Communauté française.

Section 2. -- Gestion et Organisation du Groupe des IPPJ

Art. 5. Le Groupe des IPPJ est géré par un Comité de gestion dont le fonctionnement est fixé par le Gouvernement sur proposition du ministre compétent.

Art. 6. Le Comité de gestion comprend quatre membres nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans, sur proposition du ministre compétent, parmi les agents de l'Administration. Leur mandat est renouvelable. Il est incompatible avec l'exercice d'une fonction au sein d'une institution publique de Protection de la jeunesse.

Art. 7. Sous l'autorité du fonctionnaire général ayant l'Aide à la jeunesse dans ses attributions, le Comité de gestion est chargé, notamment :

1° de coordonner l'action des institutions;

2° d'assurer le contrôle, l'inspection et le développement de la mission pédagogique du groupe;

3° d'assurer la gestion des ressources humaines du Groupe des IPPJ, notamment en matière de formation et de motivation du personnel, du suivi des carrières, de l'élaboration des critères d'embauche du personnel, de l'initiation des procédures de remplacement des absents et du recrutement, dans les limites des moyens disponibles, du personnel contractuel nécessaire pour l'accomplissement de tâches temporaires du Groupe des IPPJ et des institutions;

4° d'assurer la gestion quotidienne et la gestion administrative et financière du Groupe des IPPJ et le contrôle budgétaire des institutions. A cet égard, il est plus spécialement chargé :

a) de la rédaction d'un plan budgétaire triennal des recettes et des dépenses des institutions et du Groupe, qui est adapté chaque année;

b) d'établir annuellement, notamment sur la base des propositions budgétaires de chaque institution, les propositions budgétaires du Groupe pour l'année suivante, conformément aux instructions budgétaires générales;

c) de déterminer annuellement, dans les limites du budget alloué au Groupe, le montant de l'enveloppe budgétaire destinée à chaque institution et d'en assurer la répartition effective et d'approuver le budget de chaque institution;

d) d'établir une comptabilité analytique et un tableau d'indicateurs de gestion pour le Groupe et les institutions;

e) d'établir le plan d'investissement annuel du Groupe et de rédiger un plan quinquennal des investissements des institutions et du Groupe, qui est adapté chaque année;

f) de l'approbation, avant le 31 janvier, des états des dépenses et des recettes, des comptes de gestion et des comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé du Groupe et des institutions;

g) du contrôle de la gestion des institutions et notamment du volume, de la régularité et de l'opportunité de leurs dépenses, ainsi que de la conformité de celles-ci aux prévisions budgétaires;

h) de veiller à la rentabilisation et à la modernisation des infrastructures du Groupe et des institutions, notamment des ateliers en liaison avec les projets pédagogiques en vigueur;

i) de l'informatisation de la gestion du Groupe et des institutions ainsi que de la réforme du travail administratif en leur sein;

j) de la gestion des statistiques du secteur et de l'uniformisation des statistiques des institutions ainsi que de l'harmonisation de leurs comptes;

k) de la politique générale de l'équipement du Groupe;

l) de l'organisation du service administratif du Groupe et de la fixation des tâches de son personnel;

5° d'établir annuellement un rapport sur les activités du Groupe durant l'exercice écoulé;
6° d'assurer les contacts avec les autorités judiciaires et de centraliser l'information notamment sur les projets pédagogiques des institutions et sur les places vacantes.

Art. 8. § 1er. Il est créé un Comité d'orientation composé :

- 1° des cinq directeurs d'institution;
- 2° pour les services du Gouvernement, d'un représentant de la Direction d'administration de l'Aide à la jeunesse, d'un représentant de la Direction générale de l'Infrastructure, d'un représentant de la Direction d'administration du Budget et d'un représentant de la Direction d'administration du Personnel et de la Fonction publique;
- 3° des quatre membres du Comité de gestion;
- 4° de deux représentants du Gouvernement, désignés par celui-ci;
- 5° d'un représentant désigné par le Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse, en son sein;
- 6° d'un magistrat de la jeunesse proposé par l'Union des magistrats de la jeunesse;
- 7° d'un conseiller ou directeur de l'Aide à la jeunesse proposé par l'Union des conseillers et directeurs.

§ 2. Les membres du Comité d'orientation visés aux points 2°, 4°, 5°, 6° et 7° du § 1er du présent article sont nommés par le Gouvernement, sur proposition du ministre compétent.

§ 3. L'inspection des finances assiste aux réunions du Comité avec voix consultative.

§ 4. Le Comité d'orientation peut désigner, pour une période déterminée, un ou plusieurs experts pour l'assister dans sa tâche.

§ 5. Le Gouvernement règle le fonctionnement du Comité d'orientation sur proposition du ministre compétent.

Art. 9. § 1er. Le Comité d'orientation est chargé d'émettre chaque année à l'intention du ministre compétent un avis sur les plans, propositions et rapports du Comité de gestion prévus à l'article 7, 4° et 5°, du présent décret.

§ 2. A la demande du ministre compétent ou d'initiative, le Comité rendra un avis ou formulera une proposition sur toute question concernant la mission, l'organisation et le fonctionnement du Groupe et des institutions.

CHAPITRE III. — Attributions et gestion des institutions

Section 1re. — Attributions des institutions

Art. 10. Sans préjudice de l'article 7 du présent décret, chaque institution exerce, sous le contrôle du Groupe des IPPJ, les attributions suivantes :

- 1° la responsabilité pédagogique de l'institution dans le cadre des directives du Comité de gestion du Groupe;
- 2° la gestion financière et administrative de l'institution, notamment en matière des recettes et de dépenses de fonctionnement et d'entretien des jeunes, dans le cadre des directives du Comité de gestion du Groupe des IPPJ;
- 3° la rédaction annuelle des propositions budgétaires de l'institution, conformément aux instructions budgétaires générales;
- 4° l'élaboration de rapports mensuels d'exécution de dépenses des institutions et de leur transmission au Comité de gestion du Groupe;
- 5° la rédaction du plan annuel d'investissement de l'institution;
- 6° l'organisation des services de l'institution et la gestion journalière de son personnel;
- 7° l'établissement annuel d'un rapport sur les activités de l'institution durant l'exercice écoulé;
- 8° la gestion des statistiques de l'institution;
- 9° l'utilisation rationnelle des infrastructures de l'institution en liaison avec le projet pédagogique de celle-ci;
- 10° l'établissement et la publication du budget et des comptes de l'institution.

Section 2. — Gestion des institutions

Art. 11. La responsabilité de chaque institution est assurée par un directeur nommé par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 12. Sur proposition des ministres ayant l'Aide à la jeunesse, les Finances et le Budget dans leurs attributions, le Gouvernement fixe les règles organiques applicables à la gestion financière et matérielle du Groupe des IPPJ et des institutions.

Ces règles comportent :

- 1° l'établissement et la publication d'un budget et de comptes;
- 2° le contrôle des comptes par la Cour des comptes, qui pourra l'effectuer sur place;
- 3° le maintien des dépenses dans les limites des recettes et dans celles des crédits limitatifs votés;
- 4° la faculté d'utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente;
- 5° le maniement et la garde des fonds et valeurs par un comptable justiciable de la Cour des comptes;
- 6° la tenue d'une comptabilité patrimoniale et l'établissement d'un inventaire du patrimoine;
- 7° la limitation dans le temps des reports autorisés.

Art. 13. Les dépenses du Groupe des IPPJ et des institutions sont liquidées et payées sans l'intervention préalable de la Cour des comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité du groupe et des institutions sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et dettes.

Les crédits destinés aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement destinés à alimenter le Groupe des IPPJ et les institutions font l'objet d'allocations de base spécifiques inscrites au budget administratif du ministère de la Culture et des Affaires sociales de la Communauté française.

De même, les crédits des services à gestion séparée sont inscrits au budget du ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Une allocation de base est créée à cet effet et comporte autant de positions que d'institutions.

Les moyens financiers du Groupe des IPPJ et de chaque institution participent à la fusion d'échelle de comptes ouverts auprès du caissier de la Communauté française.

Art. 14. Les recettes provenant des activités des institutions ou du Groupe ont une affectation propre. Le mode d'utilisation de ces recettes est fixé par le Gouvernement sur proposition du ministre compétent.

Art. 15. Le Groupe des IPPJ établit annuellement un rapport sur son activité et celle des institutions durant l'exercice écoulé. Ce rapport est présenté au Gouvernement par le ministre compétent au plus tard le 1er juin de chaque année.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 16. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 — 1879

[Mac — 29302]

10 APRIL 1995. — Decreet houdende samenstelling van de Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming in de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° jongere: de persoon van ten hoogste 20 jaar, toevertrouwd bij gerechtelijk besluit aan de Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

2° Groep O.I.J.B.: de Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming (« Groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse » — Groupe IPPJ) met open en gesloten regime, van de Franse Gemeenschap, die de vorm heeft van een dienst in afzonderlijk beheer;

3° instelling: de overheidsinstelling voor jeugdbescherming die de vorm heeft van een dienst in afzonderlijk beheer en die deel uitmaakt van de voornoemde groep;

4° bevoegde minister: de minister tot wiens bevoegdheid de Jeugdbescherming behoort;

5° Regering: de Regering van de Franse Gemeenschap;

6° diensten van de Regering: het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap;

7° decreet: het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling. Opdracht. — Beheer en organisatie van de Groep O.I.B.*

Afdeling I. — Groep O.I.B.

Art. 2. § 1. De Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met open en gesloten regime, van de Franse Gemeenschap, is belast met het overnemen van de opdrachten die aan de groep van de gestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht van de Franse Gemeenschap zijn toegewezen in toepassing van artikel 37, 4°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en bedoeld in titel II, hoofdstuk II, afdeling 2 van het decreet. Deze Groep neemt de vorm aan van een dienst in afzonderlijk beheer binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, onder de benaming "Groep O.I.B".

§ 2. Deze dienst omvat de volgende instellingen:

1° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap gelegen te Wauthier-Braine;

2° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap gelegen te 's-Gravenbrakel;

3° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap gelegen te Saint-Servais;

4° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap gelegen te Fraipont;

5° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap gelegen te Jumet.

§ 3. De in § 2 bedoelde instellingen zijn diensten in afzonderlijk beheer die binnen de Groep O.I.B. zijn gevormd.

§ 4. De in § 2 bedoelde instellingen omvatten diensten met open en/of gesloten afdelingen.

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad. — Nrs. 229, nr. 1: Ontwerp van decreet, nr. 2: Verslag, nrs. 3 en 4: Amendementen.
Integrale verslagen. — Bespreking: vergadering van 4 april 1995. Aanneming: vergadering van 6 april 1995.

Art. 3. § 1. De Groep OIJB is een overheidsdienst die een educatieve taak vervult ten opzichte van de jongeren die feiten hebben bedreven, bestempeld als overtreiding, en die een gestructureerde begeleiding vereisen, inzonderheid om hun sociale wederopname te vergemakkelijken.

§ 2. De toegang tot de instellingen van de Groep is voorbehouden voor de jongeren die, vervolgd voor feiten bestempeld als overtredingen, geplaatst werden bij een beslissing genomen in uitvoering van artikel 37, § 2, 4°, van artikel 49, van artikel 52 en van artikel 52^{quater}.

§ 3. De Groep OIJB past uiteenlopende pedagogische acties toe, om te trachten een optimaal antwoord te geven op de behoeften van de jongeren.

Deze acties zijn hoofdzakelijk :

- 1° een actie van het korte type die ten hoogste 45 dagen duurt;
- 2° een actie op middellange termijn.

§ 4. De actie van het korte type is een geïndividualiseerde onthaalopdracht waarvan de Regering de maximale duur bepaalt op de voordracht van de bevoegde minister. Zij heeft als doel, door een individuele benadering van de jongere met zin voor zorg en begrip, gedurende een zekere tijd de aandacht te besteden aan oriëntatie en beraad om te trachten de problemen van de jongere te benaderen en uit te maken welke de beste manier is om voor hem te zorgen. Zij omvat onder meer een sociale uitwisseling met de familie van herkomst en een samenwerking met al de maatschappelijke werkers die met de jongere in contact komen alsook met de bij dit decreet bedoelde adviseurs en directeurs van de hulpverlening aan de jeugd.

§ 5. De middellange actie is een individueel gerichte educatieve actie die slechts bij uitzondering langer dan één jaar mag duren. Zij is bedoeld voor de jongeren voor wie de opeenvolgende pogingen om hem te plaatsen mislukt zijn of niet te overwegen zijn en die als doel heeft een ver gedreven inspanning te doen om de jongere in de maatschappij terug op te nemen en hem te revaloriseren.

Art. 4. § 1. De instellingen met open regime zijn als volgt gespecialiseerd in hun actie :

1° de instelling van Wauthier-Braine heeft als bestaansreden het opvangen van de jongens die prioritair uit de gerechtelijke arrondissementen van het ambtsgebied van de Hoven van Beroep van Brussel en Bergen komen.

2° de instelling van Fraipont heeft als bestaansreden het opvangen van de jongens die prioritair uit de gerechtelijke arrondissementen van het ambtsgebied van het Hof van Beroep van Luik komen.

3° de instelling van Saint-Servais heeft als bestaansreden het opvangen van de meisjes die uit heel de Franse Gemeenschap komen.

4° de instelling van Jumet heeft als prioritaire bestaansreden het opvangen van de jongens die uit heel de Franse Gemeenschap komen en voor wie de voorziening van een schoolbezoek buiten de instelling verantwoord blijkt.

§ 2. De instellingen met gesloten regime zijn als volgt in hun actie gespecialiseerd :

1° de instelling van 's-Gravenbrakel heeft als bestaansreden het opvangen van de jongens die prioritair uit de gerechtelijke arrondissementen van het ambtsgebied van de Hoven van Beroep van Brussel en Bergen komen.

2° de instelling van Fraipont heeft als bestaansreden het opvangen van de jongens die prioritair uit de gerechtelijke arrondissementen van het ambtsgebied van het Hof van Beroep van Luik komen.

3° de instelling van Saint-Servais heeft als bestaansreden het opvangen van de meisjes die uit heel de Franse Gemeenschap komen.

Afdeling 2. — Beheer en organisatie van de Groep OIJB

Art. 5. De Groep OIJB wordt beheerd door een Beheerscomité waarvan de werking door de Regering bepaald is op de voordracht van de bevoegde minister.

Art. 6. Het Beheerscomité bestaat uit vier leden benoemd door de Regering onder de personeelsleden van het Bestuur voor een duur van vijf jaar, op de voordracht van de bevoegde minister. Hun mandaat is hernieuwbaar. Het is onverenigbaar met de uitoefening van een ambt binnen een overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Art. 7. Onder het gezag van de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is het Beheerscomité inzonderheid belast met :

1° de coördinatie van de actie van de instellingen;

2° de uitoefening van het toezicht, de inspectie en het verwezenlijken van de pedagogische opdracht van de Groep;

3° het beheer van de human resources van de Groep OIJB, inzonderheid inzake opleiding en motivering van het personeel, het opvolgen van de loopbanen, het opstellen van de criteria voor de aanwerving van het personeel, het inzetten van de procedures ter vervanging van de afwezigen en van de aanwerving, binnen de perken van de beschikbare middelen, het contractueel personeel vereist voor het vervullen van tijdelijke taken van de Groep van deze OIJB en van de instellingen;

4° het dagelijks beheer en het administratief en financieel beheer van de Groep OIJB en de budgettaire controle over de instellingen. In dat opzicht is het Comité meer bepaald belast met :

a) het opstellen van een driejaarlijks begrotingsplan van de inkomsten en uitgaven van de instellingen en van de Groep, plan dat jaarlijks wordt aangepast;

b) het jaarlijks voorleggen, inzonderheid op basis van de begrotingsvoorstellen van elke instelling, van de begrotingsvoorstellen van de Groep voor het volgende jaar, overeenkomstig de algemene budgettaire onderrichtingen;

c) het jaarlijks bepalen, binnen de perken van de begroting toegekend aan de Groep, van het bedrag van de beschikbare kredieten voor elke instelling en de effectieve verdeling ervan en de goedkeuring van de begroting van elke instelling;

d) het opmaken van een analytische boekhouding en van een tabel van de beheersaanwijzers voor de Groep en de instellingen;

e) het opmaken van het jaarlijks investeringsplan van de Groep en het opstellen van een vijfjaarlijks plan van de investeringen van de instellingen en van de Groep, dat elk jaar wordt aangepast;

f) het goedkeuren voor 31 januari, van de staten van ontvangsten en uitgaven, van de beheersrekeningen en de patrimoniumrekeningen van het voorbije dienstjaar van de Groep en van de instellingen;

g) de controle van het beheer van de instellingen, en inzonderheid van het volume, de rechtvaardigheid en de opportuniteit van hun uitgaven, alsook van hun conformiteit met de begrotingsvoorzieningen;

- h) het zorgen voor het rentabiliseren en het moderniseren van de infrastructuur van de Groep en van de instellingen, meer bepaald van de werkplaatsen, in samenhang met de aan de gang zijnde pedagogische ontwerpen;
- i) het computeriseren van het beheer van de Groep en van de instellingen alsook van de hervorming van het administratief werk in hun midden;
- j) het beheer van de statistieken van de sector en de uniformisering van de statistieken van de instellingen alsook de harmonisatie van hun rekeningen; k) het algemeen beleid van de uitrusting van de Groep;
- l) de organisatie van de administratieve dienst van de Groep en de bepaling van de taken van zijn personeel;
- 5° het jaarlijks opstellen van een verslag over de activiteiten van de Groep tijdens het voorbije dienstjaar;
- 6° de contacten met de gerechtelijke overheid en het centraliseren van de informatie inzonderheid over de pedagogische projecten van de instellingen en over de beschikbare plaatsen.

Art. 8. § 1. Er wordt een Comité voor oriëntatie opgericht bestaande uit :

- 1° de vijf directeurs van de instellingen;
- 2° voor de diensten van de Regering, een afgevaardigde van de Bestuursdirectie voor jeugdbescherming, een afgevaardigde van de Algemene Directie voor de Infrastructuur, een afgevaardigde van de Bestuursdirectie voor de Begroting en een afgevaardigde van de Bestuursdirectie voor het Personeel en de Ambtenarenzaken;
- 3° de vier leden van het Beheerscomité;
- 4° twee vertegenwoordigers van de Regering, door haar aangesteld;
- 5° een vertegenwoordiger in eigen midden, door de Communautaire Raad voor de jeugdbescherming aangesteld;
- 6° een magistraat voor de jeugd, voorgedragen door de Unie van de magistraten voor de jeugd;
- 7° een adviseur of een directeur van de hulpverlening aan de jeugd voorgedragen door de Unie van de adviseurs en de directeurs.

§ 2. De leden van het comité voor oriëntatie bedoeld in de punten 2°, 4°, 5°, 6° en 7° van § 1 van dit artikel worden benoemd door de Regering op de voordracht van de bevoegde minister.

§ 3. De inspectie van financiën woont de vergaderingen van het Comité bij met raadgevende stem.

§ 4. Het Comité voor oriëntatie mag voor een bepaalde periode, een of verschillende deskundigen aanwijzen om het in zijn taak bij te staan.

§ 5. De Regering regelt de werking van het Comité voor oriëntatie op de voordracht van de bevoegde minister.

Art. 9. § 1. Het Comité voor oriëntatie is belast elk jaar een advies uit te brengen ter intentie van de bevoegde minister over de plannen, voorstellen en verslagen van het Beheerscomité, voorzien in artikel 7, 4° en 5° van dit decreet.

§ 2. Op het verzoek van de bevoegde minister of op eigen initiatief geeft het Comité een advies of formuleert een voorstel over elke kwestie in verband met de opdracht, de organisatie en de werking van de Groep en de instellingen.

HOOFDSTUK III. — Bevoegdheden en beheer van de instellingen

Afdeling 1. — Bevoegdheden van de instellingen

Art. 10. Onverminderd artikel 7 van dit decreet oefent elke instelling, onder het toezicht van de Groep van de OIJB de volgende bevoegdheden uit :

- 1° de pedagogische verantwoordelijkheid voor de instelling in het kader van de richtlijnen van het Beheerscomité van de Groep;
- 2° het financieel en administratief beheer van de instelling, inzonderheid wat de ontvangsten en uitgaven betreft voor de werking en het onderhoud van de jongeren, in het kader van de richtlijnen van het Beheerscomité van de Groep OIJB;
- 3° het jaarlijks opmaken van de budgettaire voorstellen van de instelling, overeenkomstig de algemene onderrichtingen op budgettair vlak;
- 4° het opstellen van de maandelijks verslagen over de verrichting van uitgaven van de instellingen en hun verzending naar het Beheerscomité van de Groep;
- 5° het opstellen van het jaarlijks investeringsplan van de instelling;
- 6° de organisatie van de diensten van de instelling en het dagelijks beheer van haar personeel;
- 7° het jaarlijks opmaken van een verslag over de activiteiten van de instelling gedurende het voorbije dienstjaar;
- 8° het beheer van de statistieken van de instelling;
- 9° de rationele aanwending van de infrastructuur van de instelling in samenhang met haar pedagogisch ontwerp;
- 10° het opstellen en de publicatie van de begroting en de rekeningen van de instelling.

Afdeling 2. — Beheer van de instellingen.

Art. 11. De verantwoordelijkheid van elke instelling wordt verzekerd door een directeur benoemd door de Regering.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 12. Op de voordracht van de ministers tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, bepaalt de Regering de organieke regels van toepassing op het financieel en materieel beheer van de Groep OIJB en van de instellingen.

Deze regels bevatten :

- 1° het opstellen en de publicatie van een begroting en van rekeningen;
- 2° de controle van de rekeningen door het Rekenhof, dat deze controle ter plaatse mag uitvoeren;
- 3° het behoud van de uitgaven binnen de perken van de ontvangsten en binnen deze van de gestemde beperkende kredieten;
- 4° de mogelijkheid vanaf het begin van het jaar aan de middelen aan te wenden die op het einde van het vorig jaar beschikbaar waren;
- 5° de behandeling en de bewaarneming van de fondsen en van de waarden door een rekenplichtige die aan het Rekenhof verantwoording verschuldigd is;
- 6° het bijhouden van een comptabiliteit van het patrimonium en het opmaken van een inventaris van het patrimonium;
- 7° de beperking in de tijd van de toegelaten overdrachten.

Art. 13. De uitgaven van de Groep OIJB en van de instellingen worden uithetaald en vereffend zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof. Het Hof kan de comptabiliteit van de groep en van de instellingen ter plaatse nazien en te allen tijde elk bewijsdocument, staten, inlichtingen en verduidelijkingen over de inkomsten, de uitgaven alsook het tegoed en de schulden doen voorleggen.

Voor de kredieten bestemd voor de personeels-, de werkings- en de uitrustingsuitgaven om de Groep OIJB en de instellingen te stijven, zijn er specifieke basistoelagen voorzien die op de administratieve begroting van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap uitgeschreven zijn.

De kredieten van de diensten in afzonderlijk beheer zijn eveneens uitgeschreven op de begroting van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Een basistoelage wordt daartoe ingesteld en bevat evenveel posities als instellingen.

De financiële middelen van de Groep OIJB en van elke instelling hebben deel aan de fusie voor de intrestberekening van de rekeningen geopend bij de kassier van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De ontvangsten uit activiteiten van de instellingen of van de Groep hebben een eigen bestemming.

De wijze waarop deze ontvangsten worden aangewend wordt bepaald door de Regering op de voordracht van de bevoegde minister.

Art. 15. De Groep OIJB stelt jaarlijks een verslag op over haar activiteiten en deze van de instellingen gedurende het voorbije dienstjaar. Dit verslag wordt voorgelegd aan de Regering door de bevoegde minister uiterlijk op 1 juni van elk jaar.

HOOFDSTUK V. — *Slotheptaling*

Art. 16. De Regering bepaalt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

P. MAHOUX.

F. 95 — 1880

[C — WIN — 29261]

24 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, notamment les articles 2, 5, 8 et 11;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 25 avril 1995.

Considérant que le décret du 22 décembre précité est entré en vigueur le 31 décembre 1994;

Considérant que la commission d'accès aux documents administratifs créée par l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 déjà cité devrait pouvoir être saisie dès à présent des demandes de publicité ou de rectification;

Considérant qu'il y a urgence à ce que la commission d'accès aux documents administratifs créée par l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 déjà cité puisse entreprendre ses travaux;

Vu l'article 3, § 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'enfance et de la promotion de la santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 avril 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— décret : le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

— commission : la commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Communauté française, visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994;

— fonctionnaires de la Communauté française : les agents nommés à titre définitif dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et dans les personnes morales de droit public relevant de la Communauté française.